



Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville
« La cohésion se construit » N° 32 Jeudi 1^{er} juillet 2010
www.villecaraibe.com
36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.
BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,
Pour publier un article sur des projets et actions de développement social et territorial : Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628
contact@villecaraibe.com

Sommaire

Page 1 à 2. Atelier II de qualification régionale. Ville caraïbe
Page 3 à 8. Revue de presse (Insertion, Rénovation urbaine, réussite éducative, médiation sociale, Jeunesse...)

Prochains travaux collectifs :

Septembre : Formation action sur l'Observation territoriale (CNFPT)
Octobre : Atelier de qualification régionale III Evaluation des CUCS et Elaboration de projets de cohésion sociale et urbaine
Novembre : Séminaire sur le développement économique, durable et insertion
Décembre : Semaine Images des quartiers populaires

Préparation à l'évaluation des CUCS dans le cadre du projet de cohésion sociale et urbain des villes de Fort-de-France et du Lamentin : Atelier 2

Le Centre de ressources a organisé au Foyer des Jeunes Travailleurs, du mercredi 09 au vendredi 11 juin 2010, le **deuxième atelier de qualification collective sur l'évaluation des CUCS**.

Cette deuxième semaine de l'atelier régional était consacrée à l'approfondissement de certains sujets à travailler collectivement et repérés à l'issue de la première semaine (**Pour consulter les questions évaluatives** : Cliquez ici) et qui devraient pouvoir être pris en compte dans le cadre des démarches d'évaluation locales.

Ainsi, les points d'approfondissements qui ont pu émerger étaient :

1. L'identification des politiques de droit commun ou spécifiques et la géographie prioritaire (Mercredi 9 juin).

Le consultant Frédéric TRECA a tout d'abord identifié les politiques publiques spécifiques (utilisation d'entrée thématiques, priorisation, échelles pertinentes d'intervention, la nécessité d'utiliser ses compétences de droit commun), il a apporté des éléments de méthodologie pour appréhender la question de la géographie prioritaire puis a développé les différentes étapes de la démarche d'élaboration de projet de

cohésion sociale et urbaine. **Pour consulter le diaporama de cette intervention** : Cliquez ici

Par ailleurs, Xavier PARAIRE, Chargé de mission à l'INSEE a pu apporter des éléments d'expertise sur les données disponibles sur les quartiers prioritaires et sur la recherche de ces données sur le site. **Pour télécharger le Diaporama (INSEE)** : Cliquez ici

Les échanges ont ainsi pu pointer les difficultés actuelles de production de données au regard de la définition des quartiers, ne recoupant pas toujours des îlots (échelle à laquelle les données sont disponibles).

En ce sens, l'expérience de la Chargée de mission de l'Observatoire social de Fort de France permet de se rendre compte de l'utilité des pratiques d'Observation territoriale pour le pilotage et la connaissance partagée des territoires et de leurs enjeux. Il reste à mettre en place un travail important de mutualisation entre les producteurs de données.

Par ailleurs, lors de la troisième étape de cette démarche de qualification, en septembre et Octobre, il y aura un temps de travail sur ces questions d'Observation et surtout comment elles peuvent participer à la production d'indicateurs et d'objectifs évaluables dans le cadre de l'élaboration et l'écriture du projet de cohésion sociale et urbain.

2. La question de la proximité

La prise en compte de la proximité (au plus proche du terrain et des publics) a été réaffirmée comme étant une priorité à la fois pour mener des actions mais aussi pour interroger les modalités de travail : animation locale, coordination....

Cette journée a permis de partir de la situation concrète de deux quartiers : un de Fort de France et un autre du Lamentin.

Sur la base de méthodes travaillées avec Frédéric Tréca, Malik DURANTY (Chercheur) a procédé avec le concours des équipes locales à un état de situation (dysfonctionnements/dynamiques) et à proposer des analyses sur la base d'entretiens qu'il a réalisés avec les publics concernés sur les quartiers : opérateurs, habitants, jeunes, élus ...

Ce travail a fait émerger dans un premier temps un ensemble d'Observations sur les deux quartiers : Terre Sainville et Pelletier, puis dans un deuxième temps des éléments de compréhension. La Démarche était de fonder et de rendre « objectivables » les phénomènes identifiés et leur compréhension pour la mise en œuvre de politique publique.

Dans l'après midi, les participants par groupes de travail se sont donné des outils d'analyse de compréhension des dysfonctionnements sociaux et des dynamiques d'un quartier et ont identifié les critères d'évaluation des actions de proximité, la nature des actions conduites par les institutions ou les associations essentielles pour la vie locale : services de proximité, gestion de proximité, sécurité, médiation, accompagnement, accueil, veille... et la manière d'élaborer les projets

L'objectif était de tirer des premiers enseignements sur le pilotage local (technique et politique) en identifiant bien :

- Les rôles de chacun
- les méthodes de travail collectif

La poursuite de la réflexion collective sur ces questions pourra se faire dans le cadre du Centre de ressources, en s'appuyant notamment la mise en place d'un **Observatoire de la proximité**.

Pour visionner le Diaporama sur la Proximité et des éléments d'Observations : Cliquez [ici](#)

Pour télécharger la Note de méthodologie sur l'Observation (M. Duranty) : Cliquez [ici](#)

3.L'accompagnement éducatif et social des enfants à l'échelle de la ville

Comment l'évaluation des PRE permet d'envisager la mise en place d'une **démarche à l'échelle de la ville** qui a pour objectif de mieux couvrir l'ensemble des besoins en accompagnement ?

L'évaluation doit permettre de mieux situer le PRE dans les autres dispositifs afin de l'utiliser au mieux dans l'avenir.

Le temps de travail a permis de mieux préciser les objectifs et les méthodes de l'évaluation des PRE :

-à partir de la réussite éducative, **identification des différentes natures de situations** qui nécessitent une prise en charge (indicateurs de qualification)

-identification **des natures de prise en charge existantes** : éducation nationale (accompagnement éducatif...), communes, conseil général,....

-identification des données existantes qui permettent la **quantification des publics** qui nécessitent une prise en charge

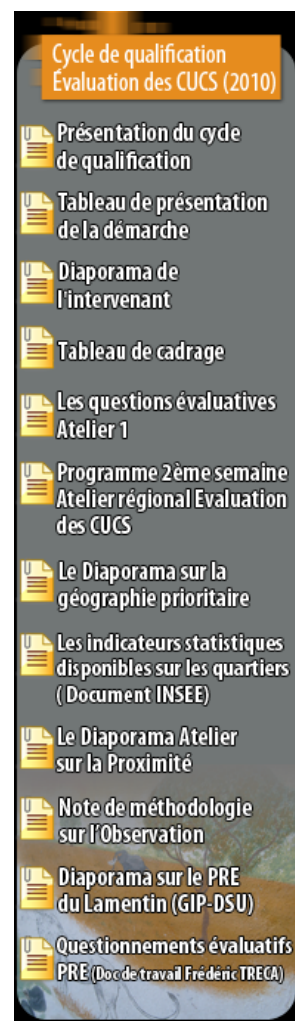
-Repérage des **conditions de réussite des pilotages** (entre professionnels et entre représentants

interinstitutionnels) qui puissent être repris dans le cadre du dispositif conduit à l'échelle de la commune.

Le GIP-DSU du Lamentin et notamment Mme Mariéle IPHAINE (Directrice) et Mme Catherine TIBURCE (Médiatrice familiale-PRE) ont pu présenter leurs expériences et leurs pistes en terme d'évaluation du Programme de Réussite Educative.

Pour télécharger le Diaporama (GIP-DSU) : cliquez [ici](#)

Pour télécharger le Diaporama de l'intervenant sur les questionnements évaluatifs du PRE : cliquez [ici](#)



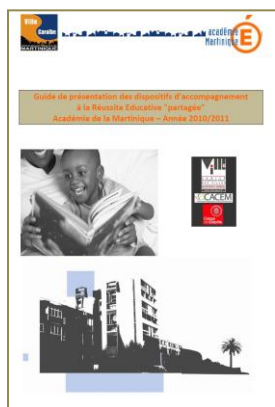
4. La jeunesse : Le constat a été fait unanimement : la jeunesse qui devait être un axe des CUCS ne l'a pas été... Comment la prochaine contractualisation peut être une occasion de faire levier en matière de jeunesse ? Comment les priorités qui seront retenues s'articuleront avec les actions et les intentions des communes, du département et de la région ?

L'objectif de ce temps de travail était de poser le cadre d'un travail collectif qui devait être conduit d'ici l'élaboration de la prochaine contractualisation :

- **Les différents visages de la jeunesse en Martinique et plus particulièrement dans les quartiers ?** Quelles situations ?
- Quels éléments de **compréhension de ces situations** ?
- Quelles situations demandent **des réponses urgentes** ?
- Quelle est la **nature des réponses** et **échelles d'intervention** qui peuvent être adaptées ?
- Quelles sont les **ressources existantes**, opérateurs, institutions, politiques... ?

Dans le cadre de cette démarche d'appui et de qualification collective à l'évaluation, un troisième atelier aura lieu en Octobre sur l'appui à l'élaboration de projets de cohésion sociale et urbaine. Retrouver tous les éléments de cet atelier sur le site : <http://www.villecaraibe.com/evaluation.html>

Guide des DISPOSITIFS de Réussite Educative «Partagée»



Ce guide a été élaboré par le Centre de ressources Ville caraïbe en partenariat avec le Rectorat. Dans le cadre de l'appui aux démarches de formations et d'accompagnement des équipes CESC (Comité d'éducation à la Santé et à la Citoyenneté). Il a pour objectif de présenter les différents outils existants au niveau interne et externe de la Réussite Educative et plus spécifiquement du renforcement de l'implication des familles et des partenariats possibles au niveau de la réussite des enfants du Second degré.

Au-delà des dispositifs, ce sont les projets d'établissement et la cohérence existant entre dispositifs internes et coordination des interventions partenariales qui pourront apporter une partie des réponses aux difficultés des élèves les plus en difficulté. Il faut ainsi, souligner la volonté du Rectorat, d'ouvrir très concrètement les Collèges, aux partenariats extérieurs.

La présentation des dispositifs existants n'est pas exhaustive et il ne s'agit que d'un premier guide en version électronique qui pourra donc être mis à jour régulièrement. Par ailleurs, un Recueil de fiches de bonnes pratiques en matière de Réussite Educative « partagée » est en cours d'élaboration.

Pour télécharger le guide dans une version non définitive cliquez ici : [Guide de Réussite Educative "Partagée" \(Ville caraïbe- Académie Martinique 2010\)](#)

REVUE DE PRESSE

INSERTION Le Revenu de Solidarité Active - RSA -

Une ordonnance met en place le RSA dans les départements d'outre-mer à compter du 1er janvier 2011. Comme prévu par l'article 29 de la loi du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA), une ordonnance du 24 juin 2010 met en place, à compter du 1er janvier 2011, le RSA dans les départements d'outre-mer, **ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Les territoires concernés bénéficieront ainsi de la même prestation qu'en métropole, avec son volet "socle" et son volet "activité". L'ordonnance du 24 juin a pour objectif de prendre les mesures d'adaptation nécessaires à cette mise en place.** L'ordonnance réorganise ainsi, dans le cadre du RSA, les relations entre les départements et les agences départementales d'insertion, une institution spécifique à l'outre-mer. [Pour accéder à cette ordonnance RSA Outre mer : Cliquez ici](#)

INITIATIVE INSERTION

La 1ère édition du « forum des opportunités professionnelles » consacré au nord Caraïbe a eu lieu le jeudi 3 juin 2010 au Millenium. Le principe était de réunir en un même lieu tous les organismes institutionnels liés à l'emploi, la validation des acquis de l'expérience, les centres de formation, les chambres consulaires et des entreprises. L'objectif est de concentrer les informations à destination des demandeurs d'emploi, des créateurs et chefs d'entreprise, et des personnes en insertion ou en recherche d'orientation. Concrètement, la ville du Morne-Rouge, organisatrice, a identifié des secteurs en développement dans cette région, et les opportunités liées à ces filières, afin de les présenter aux visiteurs –demandeurs d'emplois. Ainsi étaient présents les métiers suivants : en uniforme, les services à la personne, l'environnement, l'agriculture, le BTP et la sécurité/gardiennage.

JEUNESSE

Les Chiffres clés de la jeunesse en Martinique Publication de la DDJS

Cet outil de travail est une compilation des données chiffrées sur la jeunesse martiniquaise, recueillies auprès de différentes sources institutionnelles et enquêtes déjà publiées.

Quelques chiffres:

Sur 400.400 h: le nombre de jeunes de moins de 25 ans serait de 150 000

Enseignement et formation : Sur les 150 000 jeunes
5200 jeunes en apprentissage, en CDD et en CDI
820 jeunes suivis par la PJJ/ 480 moins de 25 ans en Prison

Etude réalisée par la Direction départementale de la jeunesse et des sports

- [Chiffres clés jeunesse martinique 2010.pdf](#)

Etudes réalisées par d'autres partenaires institutionnels : [Autres études](#) et Rapport du CESR sur la Jeunesse Martiniquaise : [Cliquez ici](#)

47008 serait dans le premier degré
46439 dans le second degré : premiers décrochages
5607 à l'UAG Martinique : 11% passe en deuxième année

Après addition puis soustraction : Il reste environ 45 766 jeunes qui seraient hors de tout cycle de formation et d'emploi

REUSSITE EDUCATIVE



La classe relais, l'école de la dernière chance au Lamentin.

« L'objectif est de recevoir des élèves en difficulté pour éviter leur marginalisation. L'encadrement est assuré par une équipe composée d'enseignants, d'une assistante sociale, d'une éducatrice spécialisée... » déclare Jocelyne Jacquot, coordinatrice de la classe-relais du Collège Petit-Manoir au Lamentin.

Vendredi dernier, elle a ouvert les portes de cette classe relais pour expliquer le travail fait par toute l'équipe.

La classe relais est une des dernières occasions de renouer avec l'institution scolaire. Ici, on accueille une dizaine d'élèves de la 6e à la 3e pendant trois mois avec un programme fait d'enseignements fondamentaux : français,

mathématiques, histoire-géographie... et d'ateliers d'arts plastiques, de cuisine, d'expression corporelle... Les cours sont assurés par un enseignant qui est assisté d'un ou deux autres adultes. L'objectif est d'apprendre à ces élèves en difficultés à respecter les règles de la vie en communauté.

À l'issue de leur passage en classe-relais 80% des élèves regagnent le circuit classique ou entrent en centre de formation. - La Classe Relais « Eduquer et Apprendre » du Lamentin (Centre-Sud) accueille des élèves issus des 29 collèges du bassin centre-sud. Une moyenne de 60 dossiers est reçue par an. 50% pourront intégrer la classe relais. 12 élèves par session (de la 6e à la 3e). **Il existe deux classes relais en Martinique : Marin et Lamentin. Le projet visant à en créer trois autres n'a encore pas abouti (à Schoelcher, Fort-de-France et au Robert).**



Les enfants des clubs coup de pouce clé récompensés

Le vendredi 25 juin 2010, la ville de Fort de France a remis, aux enfants qui ont participé aux clubs coup de pouce clé leurs attestations de fin d'année.

En décembre 2009, dans le cadre du PRE (Programme de Réussite Educative), la ville a mis en place ces clubs de lecture destinés aux enfants du Cours Préparatoire. L'Alces (Association de Lutte contre l'Echec Scolaire), son président Jean-François Palcy, avec le soutien de l'Apfée (Association pour Favoriser l'Egalité des Chances à l'Ecole) et sa chargée de mission Séverine Donatien ont été retenus pour mener à

bien ce projet. Et, en collaboration avec l'Education Nationale et la préfecture, cinquante enfants et leurs familles venant de certaines écoles de Fort-de-France, Baie des Tourelles B, Terres Sainville, Morne Vanier, Coridon, De Briand, Citron et Constant Eudarc Dillon 1 ont pris part à ce projet. Sur ces enfants quarante sept passent en classe supérieure ce qui donne un pourcentage de réussite de 98,1%.

Ce plébiscite faisant toute la fierté de Gisèle Ericher, responsable du PRE à la ville de Fort-de-France, « ... Le plus important de ces ateliers c'est le relais avec les parents » . Tous les soirs après avoir pris leur goûter à l'école, les enfants pendant une heure et demi s'adonnaient à cette activité ludique dispensée par des candidats au professorat des écoles, au Capes ou encore des enseignants retraités.

La réussite de cette initiative a convaincu les décideurs de la mairie du chef lieu de continuer l'expérience puisque dix nouveaux clubs verront le jour à partir de la prochaine année scolaire. Ce qui portera à 20 le nombre de regroupement après l'école. Dans un souci de continuité pour l'exercice 2010/2011 un livre intitulé Tilibi a été remis aux parents pour continuer pendant ces mois de relâche scolaire le travail entrepris.

MEDIATION SOCIALE

Dans le cadre de la formation « Agent de Médiation Information et Service (AMIS) » mise en place par l'AFPA Martinique, douze stagiaires ont organisé à Schœlcher, le jeudi 3 juin sur la place des Arawaks, une **journée de sensibilisation contre la violence**. Cette manifestation s'inscrit dans leurs modules de formation et leur permettra à la fin du stage de valider le titre d'AMIS délivrés par le Ministère du Travail.

Au cours de ces six mois de formation, les futurs agents de médiation ont acquis les méthodes de gestion de conflit, la mise en œuvre de plan de médiation préventive et l'organisation d'action de prévention et de sensibilisation. Ils ont bénéficié d'apports théoriques et pratiques grâce aux interventions de la Police nationale, de la Police municipale, et une formation de sauveteur secouriste du travail leur a été dispensée.

A l'occasion, d'autres structures, œuvrant elles aussi dans la lutte contre la violence sous toutes ses formes, étaient présentes pour soutenir ces jeunes dans leurs actions, on peut citer action sida Martinique, Alcool Assistance, APMS du Robert... Quelques artistes de la scène DanceHall tels Pleen Pyroman, NazareKen, koulou Ganja, Ras Daniel... ont aussi porté leur contribution en délivrant des messages forts à travers leurs chansons qui prônent la tolérance et la non violence.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

"Le CIPD lève le mystère sur les « stratégies territoriales », vouées à remplacer les CLS" sur LaGazette.fr

"Le secrétariat général du CIPD diffuse une fiche explicative sur les stratégies territoriales de sécurité et de prévention de la délinquance, qui doivent se substituer aux contrats locaux de sécurité. Le nouveau dispositif est présenté comme « un programme d'actions assorti d'échéances de réalisation pour une plus grande opérationnalité et une meilleure efficacité sur le terrain ».(...)"

Pour télécharger cette fiche explicative : [cliquez ici](#)

Quel avenir pour la Prévention ? Texte d'orientation des élus de la FFSU

"A la suite des nombreuses évolutions des politiques de prévention de la délinquance incarnées par de multiples avis, rapports, circulaires, pal national, débats autour de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, les 120 maires, membres du FFSU et de toutes tendances politiques, souhaitent rappeler les priorités d'une politique de prévention et de sécurité. (...)

Les élus du FFSU souhaitent que des fonds conséquents, à l'image de ceux consacrés aux politiques de répression, soient alloués à toutes les formes de prévention, de la délinquance des mineurs, de la récidive, à la mise en œuvre de mesures alternatives à l'incarcération et aux dispositifs de soin de la santé mentale. **C'est en priorité la prévention sociale qui permettra de réduire significativement et durablement la délinquance.**

Pour télécharger le texte en entier : [Cliquez ici](#)

Six mois après l'entrée en vigueur du plan national de prévention de la délinquance, le gouvernement a mis un point final à sa charte déontologique type sur le partage de l'information. Le document, que la Gazette dévoile, doit permettre aux partenaires locaux de sécurité et de prévention de la délinquance « l'échange des faits et informations à caractère confidentiel ». (...)"



"Une charte type pour améliorer le partage de l'information" sur La Gazette.fr le 16 juin 2010

RENOVATION URBAINE



La démolition de la cité Bon air devrait débuter en 2014.

C'est en tout cas le calendrier prévu dans la convention liant la ville de Fort-de-France à

l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) et à ses autres partenaires. Le document signé le vendredi 11 juin, en préfecture fixe le programme et les engagements de chacun.

« La ville apportera des solutions au cas par cas » a souligné Jean-Marc Salpérier, le directeur du programme GIP-RU (groupement d'intérêt public-rénovation urbaine) de Fort-de-France, concernant le relogement des administrés. La municipalité foyalaise planche depuis plus de cinq ans sur le cas Bon Air.

Après avoir constaté l'état de dégradation de la cité et sa vulnérabilité face au risque sismique, elle a décidé en 2006 de détruire les trois bâtiments.

Pierre Sallenave, le directeur général de l'Anru, qui représente le principal financeur a par ailleurs affirmé que « l'Anru ne pourra pas accepter que le calendrier traîne ». **Le message est clair.** Dès 2011, quarante-quatre occupants devaient être relogés route des Religieuses. Des constructions doivent également accueillir les résidents de Bon Air du côté de Dillon, et la ville prévoit un accord avec tous les bailleurs sociaux en vue du relogement des familles. Celles-ci seront prochainement conviées à une réunion avec la municipalité. Il faut que le dossier avance. - 481 habitants devront être relogés dont 31,1% ont plus de 60 ans. 51% des habitants résident dans cette cité depuis plus de 35 ans. 500 logements sont à construire. 35,5 millions d'euros, c'est le coût de la démolition, l'aménagement et l'équipement.

ET AUSSI



La Société immobilière de la Martinique (Simar) a lancé officiellement le lundi 07 juin 2010 l'opération de démolition des 80 logements les Orchidées au quartier Floréal à Fort-de-France pour cause de vétusté et de vulnérabilité au risque sismique. « Les Orchidées » composé de deux bâtiments mitoyens de type R+4 et R+5, ont été construits au début des années 1960 par l'architecte Georges Candilis. **Le Programme de Développement et de Rénovation Urbaine (PDRU) de Fort-de-France, entamé en 2005, a inscrit la démolition de cet ensemble parmi les opérations phares du projet urbain.**

Après étude du profil socio-économique des familles et en tenant compte de leurs souhaits, il en est ressorti que 37

familles étaient à reloger dans le bâtiment neuf « Les Lauriers ». La priorité a été donnée au relogement de 60 familles dans le parc existant et dans une résidence neuve. C'est donc le 31 mai 2006 qu'une cérémonie de remise des clés aux 45 derniers locataires d'Orchidée a été faite à la résidence « Les Lauriers ». Le sort des commerces et pharmacie qui se trouvaient en rez-de-chaussée des bâtiments a lui aussi été réglé.

En parallèle à la production d'un film-mémoire réalisé sur l'ensemble, Les Orchidées, des photos représentant la vie courante des locataires ont été réalisées par Henri Vigana sur le site. Cette exposition a été subventionnée par la Direction régionale des affaires culturelles. L'objectif était de se servir des façades du bâtiment à démolir comme support afin de retracer le passé des locataires qui, pour certains, ont vécu plus de 40 ans dans ces lieux.

Au sommaire :

- ▶ La « ghettoïsation » en France : retour sur une préoccupation et actualité du débat
- ▶ Les critiques de la « ghettoïsation » : un débat terminologique mais aussi sur les constats et les enjeux
- ▶ Au-delà du ghetto : revisiter la politique de la ville ?

Selon certains analystes, une partie des quartiers populaires de banlieue, en dépit des interventions dont ils font l'objet depuis plus de trente ans, aurait évolué vers une forme de ghettoïsation. Le constat ne porte pas seulement sur leur paupérisation et la surreprésentation des immigrés et de leurs descendants en leur sein. Il vise à alerter sur les effets du renfermement de ces quartiers sur eux-mêmes, effets d'ailleurs moins sensibles sur la collectivité que sur les destinées individuelles de leurs habitants (perte de chances), leurs attentes (subculture et rejet des institutions) et leurs sociabilités quotidiennes (brutalisation et racialisation des rapports sociaux), particulièrement pour les plus jeunes. S'il ne s'agit en aucun cas de postuler que les quartiers populaires de banlieue seraient désormais les égaux des ghettos noirs américains, l'usage français du terme, pour l'essentiel métaphorique ou dérivé, peut néanmoins poser problème. Au-delà de la querelle de lexique, ce recours induit un risque de stigmatisation qui ne serait pas sans effets pervers ; plus encore, la focalisation sur l'hypothèse d'un « effet quartier » risque de faire oublier les autres mécanismes générateurs d'inégalités.

Ces discussions, pour l'essentiel académiques, sont d'un grand intérêt dans le contexte de préparation d'une réforme de la politique de la ville, souhaitée par le gouvernement à l'horizon 2011. Elles contribuent à éclairer les arbitrages à venir et à définir la part souhaitable de la rénovation urbaine et de l'objectif de mixité ; celle des politiques d'investissement social territorialisées ; l'adaptation de la géographie prioritaire, en tant qu'instrument d'action publique, à de nouvelles formes de précarisation territoriale ; l'échelle pertinente d'intervention selon les priorités en présence.

▶ **Télécharger la note de veille n° 178** - <http://www.strategie.gouv.fr/> -

Lutte contre les discriminations



L'AMF et la Halde signent une convention pour la prévention des discriminations publié le 28 juin 2010 Pour en savoir plus : [Cliquez ici](#)



« **Quand l'image dit les mots** » est une réalisation artistique et culturelle de 14 jeunes originaires des quartiers, en contrat urbain de cohésion sociale, de la ville de Fort-de-France et qui entre dans le cadre d'un « stage de réalisation ». **Le stage de réalisation est une initiative du Ministère de la Jeunesse et des Sports créé pour accompagner l'éducation artistique et culturelle des jeunes.** Il s'adresse à tous les praticiens amateurs et/ou formateurs dans les domaines des arts. Ce n'est pas une formation diplômante mais elle permet d'acquérir des connaissances et des savoirs faire tout en vivant une expérience collective et pratique que les participants pourront réinvestir

ensuite dans des actions de proximité.» ...Ce stage de réalisation « Quand l'image dit les mots », a été conduit par l'association CADICE et a réuni les participants durant huit mois avec pour objectifs principaux :

- de donner l'occasion à des jeunes de s'approprier l'œuvre de Frantz Fanon et d'Aimé Césaire.
- d'acquérir des techniques artistiques et picturales
- de réaliser des supports variés qui mettent en valeur la pensée de ces deux auteurs
- d'éveiller et de révéler le potentiel créatif et l'esprit critique des jeunes

Par cette approche pluridisciplinaire ce projet a été l'occasion pour les jeunes de comprendre l'évolution de leur pays à travers l'œuvre de deux écrivains différents dans la lutte contre les injustices raciales, la domination et toutes les formes d'aliénation. » **Contact : Chantal DARDANUS de la Direction de la Jeunesse et des sports**

Faut-il lutter contre l'étalement urbain ? Entretien avec Eric Charmes par Stéphane Füzesséry & Nathalie Roseau [29-06-2010]

La lutte contre l'étalement urbain est souvent présentée comme l'une des variables-clés de la ville durable. Comment définir ce processus qui affecte toutes les villes en croissance ? Pourquoi cette forme de développement spatial fait-elle l'objet de critiques nombreuses et apparemment convergentes ? Ces critiques sont-elles légitimes ? Partant, n'existe-t-il

pas des concepts plus pertinents que le concept d'étalement urbain pour mesurer les enjeux à la fois écologiques et sociaux de la croissance urbaine ? Eric Charmes répond à ces questions. [Sur le site la vie des idées.fr](http://www.villecaraibe.com) : « Lire la suite »

A lire le Plan Ville durable sur le site du Ministère : http://www.ecoquartiers.developpement-durable.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=124

Bientôt mise en place des Cahiers de Ville caraïbe

(Premier Numéro sur Regards croisés sur les quartiers populaires au 1^{er} octobre 2010)

Les Centres des ressources Politique de la ville sont des lieux privilégiés de capitalisation d'expériences et d'essaimage de « bonnes pratiques ». Dans ce sens, le Centre de ressources s'efforce de proposer des ateliers d'échanges de pratiques des professionnels de la politique de la ville au travers desquels des comptes rendus, des guides méthodologiques et des fiches d'expériences sont élaborés. Ainsi, on peut retrouver ces documents sur le site Internet du Centre de ressources qui est un espace de partage d'informations. Dans ce même objectif, le Centre de ressources est en train de faire faire un film représentatif de la politique de la ville ainsi que des modules d'archivages de présentation d'acteurs et d'expériences.

Aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin et de proposer une revue de fond qui donne la parole aux acteurs et chercheurs du DSU caribéen dans leur diversité. Cette revue s'inscrit sur le modèle des autres Centres de ressources tels que les Cahiers du DSU du CRDSU ou des Cahiers de Profession Banlieue.



--> les Cahiers du DSU du CRDSU

--> les Cahiers de Profession Banlieue

Le Cahier de Ville caraïbe s'inspire également du travail en Martinique de la Revue intitulée Tyanaba qui était une Revue d'anthropologie urbaine.

Les enjeux sont donc de :

- capitaliser les initiatives innovantes, les expériences et regards des acteurs de terrain, les organismes, les chefs de projets, les études de chercheurs, les projets des élus, les regards et portraits d'habitant et acteurs.
- Produire et faire produire des articles sur les phénomènes économiques, sociaux, culturels, sportifs en lien avec les quartiers populaires et les problématiques de cohésion sociale.
- Valoriser, faire connaître et promouvoir les acteurs de la politique de la ville et de la rénovation urbaine par des articles de fond, défendant des analyses scientifiques, des projets et thèses, des actions de DSU.

CONSULTEZ NOTRE RUBRIQUE : APPELS A PROJETS REGULIEREMENT MISE A JOUR

<http://www.villecaraibe.com/appels.html>



www.villecaraibe.com